



USR ACTUALITÉ

Janvier 2012 n°63

Édité par l'Union Syndicale des Retraités CGT de l'AUBE
Maison de la CGT, 7 rue Charles DESGUERROIS 10000 Troyes.
Tel : 03 25 73 66 23 Mail : usrcgt.aube@orange.fr

Aube Retraite

SOMMAIRE :

IL ONT DE LA SUITE DANS
LES IDEES (page 2)

UN TIERS DES SALAIRES
ONT DES ENVIES D'AILLEUR (page 2)

NOUVELLE
ELDORADO ?
(Page 3)

IL S'ATTAQUENT
AU TOURISME SOCIAL (PAGE 3)

UN MIRAGE PRE-CAIRE ! (page 3)

LE CHANGEMENT DANS LA
FRATERNITE A LA TETE DE
NOTRE UCR (page 4)
Bernard THIBAUT A DIT (page 4)

EDITOH ...

Par Marcel RENAUD

**EN 2012, RIEN NE SERAIT
PIRE QUE L'ATTENTISME
OU LA PASSIVITE...**

Face à la kyrielle de taxes, hausses de tarifs et autres mesures d'austérité ayant pris effet le 1^{er} janvier de cette nouvelle année (s'ajoutant aux plans d'austérité 1 et 2 de l'été et de l'automne 2011) 2012 s'annonce extrêmement difficile pour le porte monnaie du plus grand nombre, parmi lesquels, au premier rang, les retraités.

Dans le même temps, le MEDEF, les grands patrons du « Cac 40 » qui rêvent depuis des lustres de ne plus payer de cotisations pour financer la Protection Sociale, applaudissent de concert l'annonce du Président candidat Nicolas Sarkozy de créer un nouvel impôt : « la TVA sociale ».

C'est au travers de cette mesure, l'opportunité pour le Président de la République, et le capital, de remettre en cause un des fondements de notre pacte social républicain : le financement solidaire de notre protection sociale.

A l'argument fallacieux de « coût du travail », la CGT rétorque : « Coût trop important du capital ».

Quand on voit que les dividendes versées aux actionnaires augmentent en période de

Pour la CGT la bataille continue.

Un défi : remplir le Zénith sur les retraites.

Le 31 janvier 2012 la CGT organise un grand meeting national au Zénith de Paris qui peut accueillir 5 700 personnes assises.

Objectifs : continuer la lutte pour reconquérir les droits sur la retraite à 60 ans, un bon niveau de pension, reconnaître la pénibilité.

Au programme, tables rondes, témoignages et allocution de Bernard Thibault.

L'UD CGT de l'Aube organise un transport par car.

Pour s'inscrire à cette initiative, s'adresser au secrétariat de l'UD CGT de l'Aube

☎ 03.25.733847. Courriel : udcgt10aube@orange.fr.

Cette manifestation sera aussi retransmise en direct sur internet.

L'année 2012 ne s'annonce pas facile

Nos « élites » -mot inapproprié- font à notre égard le vœu d'un triple A: (Austérité, Austérité, et Austérité,)

Bonne raison pour nous souhaiter mutuellement une bonne année combative car elle peut apporter des changements bénéfiques.

Santé, Amitié et Bonheur familiale sont les souhaits de notre bulletin syndical « Aube Retraite » à tous ses lecteurs.

Permanence USR Aube tous les lundi après midi

A la Maison de la CGT
7 rue Desguerrois 10000 Troyes

Tél : 0325736623 Répondeur
téléphonique

Mail: usrcgt.aube@orange.fr

Suite page 4

Ils ont de la suite dans les idées

Dépecer le modèle social issu de 1945 ; telle a été la ligne de conduite de la droite et du MEDEF confondus depuis son instauration par le Conseil National de la Résistance (CNR).

La redistribution des richesses produites par le travail à travers ce modèle social et le service public leur est insupportable.

Ces milliards redistribués: ils ont toujours eu l'intention de les caser dans leurs coffres forts avec l'avantage supplémentaire de désarmer les salariés face à leurs employeurs.

Cette constance c'est fortement accentuée avec l'élection de Sarkozy à l'Élysée.

Ainsi quelques jours après Denis-Kesler (ancien numéro 2 et idéologue du patronat) écrivait « *Le modèle français est le pur produit du CNR, un compromis entre commu-*

nistes et gaullistes. Il est grand temps de le réformer et le gouvernement s'y emploie ».

Le 8 novembre 2011 Sarkozy en déplacement à Strasbourg et assurant le service après-vente du plan



Et de citer les priorités: fonction publique, retraites, Sécurité sociale, paritarisme.

d'austérité déclare, « *la crise peut être l'opportunité pour notre pays*

Suite page 4

UN TIERS DES SALARIES ONT DES ENVIES D'AILLEUR

(d'après Libération Champagne de 27 septembre 2011)

Rien ne va plus entre les entreprises et leurs salariés. En France, ils seraient 30 % à songer sérieusement à démissionner et seulement 50 % à être encore attachés à leur entreprise. C'est ce qu'assure une étude menée dans 16 pays. Les salariés (30 000 dans le monde, 2 000 en France) ont tous été interrogés de mai à septembre 2011.

La nouvelle, c'est le pourcentage de salariés qui ont des envies d'ailleurs. Il est en augmentation de 57 % par rapport à 2007. Parallèlement le pourcentage de salariés satisfaits de leur emploi s'effondre : il est passé de 72 % en 2007 à 57 % en 2011. Dans le même temps, les salariés français n'ont jamais eu aussi peur de perdre leur emploi. Ils sont 65 % à vivre avec cette peur, soit 12 points de plus qu'en 2007. Voilà donc les entreprises françaises avec leurs salariés de plus en

plus insatisfaits de leur emploi mais qui ont peur de le perdre. De quoi devenir schizophrène !

chés (NDLR : acquis par des générations de luttes syndicales.)

De quoi alimenter le concert des trompettes libérales : le marché du travail est trop rigide. A tel point qu'on préférerait s'accrocher à un emploi insatisfaisant plutôt que de tenter l'aventure ailleurs. On pourrait le croire, mais ils sont encore plus nombreux (36 %) à vouloir démissionner en Grande-



Cette ambivalence est en tout cas la preuve que le marché du travail est figé. Même ceux qui ont un emploi insatisfaisant le gardent par peur. Un tiers des salariés reconnaît dans l'étude ne rester dans son entreprise que parce que les avantages sociaux y sont att-

Bretagne ! Là-bas, le marché est pourtant totalement déréglementé, mais c'est aussi la crise. C'est donc finalement surtout la pénurie qui fige le marché. Cette loi libérale-là n'est pourtant jamais démentie par les faiseurs d'opinion publique bien en cours.

Nouvel Eldorado ?

L'Allemagne, un exemple à suivre ? Telle est la litanie permanente de nos dirigeants.

Ce pays a sans doute un bilan commercial extérieur enviable et un taux de croissance soutenu bien que remis en cause pour 2012. Les financiers et le MEDEF allemand sont aux anges, mais comment vit son peuple ? **Regardons de plus près !**

Depuis les années 2000, les lois mises en œuvres par Schröder en vue de réduire le coût du travail, les charges sociales et la fiscalité des riches ont produit leurs effets. Certes des emplois qualifiés sont mieux rémunérés qu'en France, mais 1 emploi sur 3 n'est ni à temps complet ni à durée indéterminée ; 1 emploi sur 10 est un job à 400 € mensuels, en particulier chez les jeunes et les habitants de l'Est du pays ; 2,5 millions travaillent à moins de 5 € de l'heure. Il n'existe pas en Allemagne de salaire minimum. Un « possible » SMIC serait en gestation mais sur la base d'un travail à temps partiel soit 7,79 € à l'Ouest et 6,85 € à l'Est.

Côté conventions collectives, elles sont négociées par branches, voire par entreprises d'où une énorme disparité et beaucoup d'exclus. Il existe un RSA au niveau régional, complété par des

petits travaux à 1 € de l'heure.

Un chômeur de longue durée peut percevoir une indemnité de 395 € si sa famille ne dispose pas de revenus suffisants pour l'aider.

L'âge de départ en retraite a été porté à 67 ans. Une part très importante de la population (86 %) fait ses courses dans les magasins « hard discount » contre 43 % en France. 17 % des citoyens vivent sous le seuil de pauvreté ; 13 % en France dans les mêmes conditions.

L'insécurité sociale pratiquée de même que celle envers la petite enfance ont conduit le pays à un dramatique effondrement de la natalité.

Les dirigeants allemands ont tout misé sur le commerce extérieur qu'ils réalisent surtout avec le reste de l'Europe, leur consommation intérieure est faible vu l'appauvrissement de la population.

Un modèle l'Allemagne citée en exemple ? Pour le capital sans doute ! Pas pour le peuple.

Sarkozy et son équipe veulent naturellement l'appliquer en France.

A rappeler que nos « génies politiques » nous donnaient l'Espagne en référence il y a peu d'années.

sistés d'experts qualifiés de leurs choix. Le MEDEF voudrait confier aux directions d'entreprise le soin de désigner experts et commissaires aux comptes. Ben voyons !

Il y a belle lurette qu'ils s'en prennent à l'autre segment de l'action des CE : **les activités sociales**. Méthode bien rôdée ; témoignages soupçonneux, enquêtes. A chaque fois un vrai pataquès. Et chou blanc mais silence jusqu'à la prochaine ! Serge Dassault, patron du *Figaro*,

trouve normal que sa famille possède châteaux et résidences luxueuses réservés à ses loisirs mais que le CE de la RATP accueille en vacances les familles de salariés et de retraités dans un château, voilà qui est inconvenant ! Alors il le désigne à la vindicte publique à la une du *Figaro*, comme *Minute* le journal d'extrême droite, l'avait fait en son temps pour la CCAS de l'EDF.

Sans doute est-il plus convenable pour ce grand patron que les loisirs des salariés et retraités soient gérés par des sociétés choisies par lui. Il y a fort à parier que le tourisme social céderait vite la place au « marché libre et non faussé » et à ses dérives qui coûtent chères, comme la marchandisation de la santé, les banques et assurances en guise de vraies mutuelles.

Merci, on a déjà donné.

Un mirage précaire !

A sa création, le **statut d'auto-entrepreneur** a été annoncé comme un moyen de favoriser la création de petites activités, en complément d'une activité principale.

Étaient visés les retraités, les privés d'emploi, les étudiants ; toutes catégories précaires, ou toute personne dont le faible pouvoir d'achat rend comme telle.

Très vite, des patrons ont vu l'avantage qu'ils pouvaient tirer de ce statut : pas de charges à payer, personnes corvéables, pas de droit du travail à respecter.

Nombre de salariés ont été contraints d'adopter ce type de statut croyant ainsi éviter la précarité.

Hervé Novelli, personnalité de l'UMP déclarait sans sourciller : « *Est-ce que le contrat de travail est la meilleure norme ? Aujourd'hui la réponse n'est pas évidente. Certaines personnes se réalisent mieux dans un statut plus autonome.* » Bah voyons !

La poule aussi se croyait « libre » de passer contrat avec le renard dans un poulailler dont les protections avaient été supprimées.

Ils s'attaquent au tourisme social.

Une violente campagne contre la gestion des Comités d'Entreprise a été lancée par *Le Figaro* et *Le Parisien*, relayée par la candidate du Front national. Ce n'est pas la première fois, gageons que ce ne sera pas la dernière.

Les patrons ne se sont jamais résolus à devoir consacrer 0,2 % de la masse salariale au **fonctionnement économique des Comités d'Entreprise**. Ils craignent le contrôle social de leurs options par les élus des CE as-

EDITO Suite de la page 1

crise, alors que le pouvoir d'achat des citoyens baisse, c'est bien vers le capital qu'il faut taxer.

Oui, ce sont bien là, les questions qu'il nous faut mettre au cœur de la période qui s'amorce et les échéances électorales - Présidentielles et législatives - qui vont la ponctuer.

Mais gardons nous de déléguer à d'autres, comptons d'abord sur nous-mêmes.

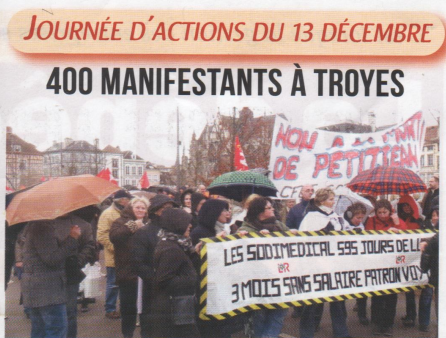
En 2012, faisons vivre en grand cet adage populaire de bon sens, « Ne remettons pas à demain, et à d'autres, ce que nous pouvons faire (NOUS ENSEMBLE) aujourd'hui.

Oui, rien n'est plus urgent que de se rassembler, d'agir ensemble, de renforcer la CGT.

Tels sont nos vœux pour cette nouvelle année, pleine d'enjeux forts.

Journée d'actions du 13 décembre

A Troyes 400 manifestants ont défilé ce 13 décembre dans les rues à l'appel de la CGT, CFDT et UNSA pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement qui entend faire payer la crise financière aux peuples. En tête de cortège figuraient les banderoles des salariés de Sodimédical et de Petitjean en lutte pour défendre leur emploi face à des patrons sans scrupule qui favorisent leurs profits plutôt que l'emploi de centaines d'hommes et de femmes.



Suite de la page 2 (IL ONT DE LA SUITE DANS LES IDEE)

de prendre des mesures qu'il n'aurait jamais acceptées en dehors de cette période de crise ».

Pour enfoncer le clou, **Laurence Parisot**, présidente du MEDEF dit sa satisfaction après le n^{ième} sommet européen du vendredi 9 décembre (entre Sarkozy et Merkel). Elle déclare « *l'essentiel de ce que nous avons dit a été décidé ce vendredi à Bruxelles* ».

A ce sommet a été proposé entre autres le transfert de la souveraineté budgétaire des États vers des institutions européennes non élues.

Les nations qui décideraient des perspectives et priorités de leurs investissements nationaux devront s'en remettre à l'arbitrage européen qui sanctionnera si elles n'étaient pas dans les clous.

Seront par nature visées : réforme du droit du travail, allongement d'âge de la retraite, baisse des dépenses publiques.

Une **austérité de longue durée** avec un blocage automatique quelle que soit la majorité élue car la décision se ferait au niveau européen.

En somme avec la complicité de Bruxelles, concrétiser le vieux rêve d'en finir avec le programme du CNR et assurer la rentabilité financière des capitaux.

Double raison pour aspirer à une autre Europe et à une autre majorité nationale.

Le changement dans la fraternité à la tête de notre UCR

On a beau s'y attendre, Françoise Vagner avait depuis un certain temps déjà annoncé son intention de quitter ses fonctions au secrétariat général. Lorsque cela arrive, on ne peut s'empêcher d'avoir un petit pincement au cœur. La réception organisée pour saluer Françoise avec la participation de notre camarade Bernard Thibault, a été un beau moment de convivialité. Il y avait comme de belles senteurs de tendresses et d'amitié qui flottaient dans le patio de la Confédération. Histoire de saluer com-



me il se doit une dirigeante qui a grandement participé à l'évolution du syndicalisme CGT retraité. Et puis un air de fête, c'est bien sympathique aussi pour accueillir le nouveau secrétaire général de l'UCR-CGT François Thiery-Cherrier. Pour mieux faire connaissance avec François, il y parle de luttes, de syndicalisation et du rôle indispensable de la CGT-Retraite dans le dernier numéro de *Vie Nouvelle* paru fin novembre.

BERNARD THIBAUT
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT

« Les 4/5 de l'effort présenté par le gouvernement reposent sur les salariés. L'accélération de l'allongement de l'âge de départ confirme que nos retraites sont otages du chantage des agences de notation. »

La CGT se renforce chez les « actifs » en 2011

Point fait ce Jeudi 22 décembre 2011, il est enregistré 41 543 adhésions nouvelles dont 1 566 par internet. C'est un élément de confiance. La ténacité et la persévérance donne des résultats.

Pour la 4^{ème} année consécutive, la CGT continue de se renforcer. Le nombre des adhérents en 2010 progresse avec 672 543 soit +2 928 par rapport à 2009 (+4 248 « actifs » mais -1 320 chez les retraités). A nous de jouer !

